DECRET n°2016-1154 du 28 décembre 2016 instituant la nomenclature des activités de l'artisanat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Artisanat et de la Promotion des PME,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 2014-338 du 5 juin 2014 relative à l'artisanat ;

Vu le décret n°2016-02 du 6 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n°2016-04 du 12 janvier 2016 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2016-1002 et n°2016-1003 du 25 novembre 2016 ;

Vu le décret n°2016-21 du 27 janvier 2016 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2016-339 du 25 mai 2016 ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1. — Le présent décret a pour objet de définir la nomenclature des activités du secteur de l'artisanat en application de l'article 4 de la loi n° 2014-338 du 5 juin 2014 susvisée.

Art. 2. — Au sens du présent décret, on entend par :

— *branche d'activités artisanales*, regroupement d'un ensemble de métiers similaires ou connexes ;

— *corps de métiers*, un ensemble de métiers connexes ;

le corps de métiers se distingue de la corporation qui indique une association de personnes exerçant une même profession, en l'occurrence celle d'artisans.

— *métier de l'artisanat*, l'exercice par une personne physique de toute activité d'extraction, de production ou de transformation de biens et/ou de prestations de services à l'exclusion de toute activité agricole, de pêche, de transport, d'achat et de revente ou spécifiquement intellectuelle.

Toutefois, les petites activités de transport opérées par un engin de 2 à 4 roues, par pirogues, à dos ou à traction animale ou humaine sont considérées comme des métiers de l'artisanat.

Art. 3. — Les activités du secteur de l'artisanat sont classées en huit branches d'activités en dehors de toute activité agricole comme suit :

B.1- agroalimentaire, alimentation, restauration ;

B.2- mines et carrières, construction et bâtiment ;

B.3- métaux, constructions métalliques, mécanique, électromécanique, électricité, électronique et petites activités de transport ;

B.4- bois et assimilés, mobilier et ameublement ;

B.5- textile, habillement, cuirs et peaux ;

B.6- audiovisuel et communication ;

B.7- hygiène et soins corporels ;

B.8- artisanat d'art et de décoration.

Toute activité ne figurant pas dans ce classement par branche n'est pas un métier de l'artisanat.

Art. 4. — Est annexé, au présent décret, le tableau de nomenclature des activités de l'artisanat en branches, corps de métiers et métiers.

Art. 5. — Le ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Artisanat et de la Promotion des PME assure l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 28 décembre 2016.

_____ Alassane OUATTARA.

ANNEXE AU DECRET N°2016-1154 DU 28 DECEMBRE 2016 INSTITUANT LA NOMENCLATURE DES ACTIVITES ET DES METIERS DE L'ARTISANAT

BRANCHES D'ACTIVITES		CORPS DE METIERS		METIERS	
B-1	AGRO-ALIMENTAIRE ALIMENTATION RESTAURATION	1.1	Transformation et conservation de fruits, légumes, feuilles et noix.	1.1.1	Meuniers
				1.1.2	Transformateurs et conservateurs de fruits, légumes, noix et feuilles
				1.1.3	Fabricants de condiments et assaisonnements
		1.2	Transformation des grains, des tubercules et produits amylacés	1.2.1	Transformateurs de grains et de tubercules
				1.2.2	Fabricants de produits amylacés.
		1.3	Fabrication d'huiles, graisses végétales et animales.	1.3.1	Fabricants d'huiles et de graisses brutes, raffinées et comestibles
		1.4	Abattage, transformation et conservation de viande et préparation de produits à base de viande.	1.4.1	Bouchers, charcutiers, transformateurs et conservateurs de viande et de volailles
				1.4.2	Préparateurs de produits à base de viande
		1.5	Transformation et conservation de produits à base de poissons et de produits de la pêche.	1.5.1	Transformateurs et conservateurs de poissons, de crustacés et de mollusques
		1.6	Transformation de produits laitiers et de glaces.	1.6.1	Fabricants de produits laitiers et glaces alimentaires
		1.6.2	Fabricants de beurre, de fromage et de beurre de karité		
1.7	Fabrication de boissons	1.7.1	Fabricants de boissons artisanales à base de fruits, de légumes, de céréales et de tubercules, eau de boisson, préparateurs de jus fruits et légumes, fabricants d'autres produits alimentaires		
1.8	Boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires.	1.8.1	Boulangers, pâtisseries, biscuitiers, fabricants de friandises à base d'arachide, de sucre caramélé, de miel, de pâtes alimentaires		
1.9	Restauration et fabrication d'autres produits alimentaires.	1.9.1	Petits restaurateurs, traiteurs, cuisiniers et métiers connexes, fabricants de plats, de galettes, beignets et d'autres produits alimentaires		
1.10	Fabrication d'aliments pour animaux	1.10.1	Fabrication de sels et d'aliments pour animaux		
B-2	MINESET CARRIERES CONSTRUCTION ET BATIMENT	2.1	Extraction de menerais non ferreux	2.1.1	Orpailleurs traditionnels
		2.2	Extraction de pierres, d'argiles, de sables et de carrières	2.2.1	Extracteurs de produits de carrières, d'argiles, de minéraux chimiques et d'engrais minéraux, producteurs de sel et autres activités extractives
		2.3	Forage de puits d'eau et autres activités de forage	2.3.1	Puisatiers et autres spécialistes d'activités de forage
		2.4	Travail de la pierre	2.4.1	Tailleurs, fondeurs de pierres, marbriers
		2.5	Fabrication de matériaux de construction en béton, en ciment, en plâtre et en terre cuite.	2.5.1	Briquetiers, bétonniers, tuiliers et autres fabricants de matériaux de construction
		2.6	Construction et Réhabilitation de bâtiments.	2.6.1	Maçons, spécialistes en réhabilitation de bâtiments
		2.7	Construction et autres travaux de construction spécialisés.	2.7.1	Constructeurs de cases, d'ouvrages d'art, aménagistes de chaussée, poseurs de pavés
		2.8	Travaux de finition et autres travaux spécialisés.	2.8.1	Charpentiers, coffreurs, plombiers, carreleurs, poseurs d'enduits, spécialistes en revêtement et étanchéité, vitriers, miroitiers, plâtriers, décorateurs-staffeurs, peintres, électriciens bâtiment, dessinateurs bâtiment, autres spécialistes de travaux spécialisés

B-3	METAUX ET CONSTRUCTIONS METALLIQUES MECANIQUE ELECTROMECA-NIQUE ELECTRONIQUE ELECTRICITE ET PETITES ACTIVITES DE TRANSPORT	3.1	Fabrication de machines et équipements d'usage général, spécifique et autres outils	3.1.1	Forgerons, chaudronniers, métallurgistes, ferrailleurs, tourneurs, fraiseurs, affûteurs, fabricants de matériels et équipements agricoles et forestiers, fondeurs, outilleurs
		3.2	Constructions métalliques et ouvrage en acier, en métaux précieux et d'autres métaux non ferreux	3.2.1	Fabricants de mobilier en fer forgé
				3.2.2	menuisiers métalliques, en aluminium, tréfileurs, modeleurs sur métaux, soudeurs
		3.3	Réparation et mécanique d'automobiles, de motocycles et de cycles, de matériels de transport ferroviaire roulant, naval et fluvial.	3.3.1	Réparateurs et mécaniciens de véhicules, de cycles et cyclomoteurs, réparateur de pompe hydraulique, carrossiers, peintres engins, vulcanisateurs, électriciens, électroniciens, mécatronicien, ajusteurs d'appareils électriques, fabricants de machines et matériels agricoles, réparateurs de matériels de transport fluvial et naval
		3.4	Petites activités de transport terrestre et transport par conduites.	3.4.1	Chauffeurs de taxi de deux à quatre roues, charrettes, pirogues, pousse-pousse, services de déménagement
		3.5	Installation, maintenance, entretien et réparation d'ordinateurs, de biens personnels et d'équipements domestiques.	3.5.1	Réparateurs d'ordinateurs et d'équipements périphériques, d'équipements de communication, horlogers, installateurs et réparateurs d'appareils médicaux, opticiens et réparateurs de lunettes
		3.5.2	Fabricants et réparateurs de machines-outils, petit outillage, d'équipements de foyers, d'articles de sport, serruriers, d'appareils de haute précision		
		3.6	Electromécanique et froid.	3.6.1	Spécialistes en froid climatisation, rebobineurs, réparateurs d'appareils électriques
B-4	BOIS ET ASSIMILES MOBILIER ET AMEUBLEMENT	4.1	Travail du bois (meubles et assimilés)	4.1.1	Menuisiers bois, ébénistes, bûcherons, charbonniers, scieurs de bois, constructeurs de pirogues et embarcations, fabricants d'instruments de musique en bois, sculpteurs sur bois, objets divers à base de bois
		4.2	Travail sur végétaux	4.2.1	Fabricants d'articles en liège, sparterie, d'objets en fibres végétales, pailles, menuisiers sur bambous, rônier et rotin, meubles divers à base de végétaux, fabricants de mortiers
B-5	TEXTILE	5.1	Fabrication de fibres textiles, filature et tissage	5.1.1	Filateurs et tissserand(e)s
	HABILLEMENT	5.2	Fabrication de vêtements et d'autres textiles.	5.2.1	Tailleurs, couturiers, brodeurs, stoppeurs, modélistes-stylistes, fabricants d'objets et accessoires en tissu, teinturiers, sérigraphes sur tissu, tapissiers, fabricants d'articles à mailles et d'autres textiles
		5.3	Travail sur cuir et peau	5.3.1	Fabricants de vêtements, d'accessoires en cuir, d'articles de fourrure, de tentes, voiles, filets de pêche, taxidermist, tanneurs, cordonniers, maroquimiers, bottiers et selliers, gainiers, relieurs, cireurs de chaussures, graveurs sur cuir.
B-6	AUDIOVISUEL ET COMMUNICATION	6.1	Imagerie	6.1.1	Photographes, cameramen, maquettistes, graveurs, imprimeurs, encadreurs et assimilés.
		6.2	Installation, maintenance, entretien et réparation de matériels optiques, photographiques et d'images.	6.2.1	Installateurs/réparateurs de matériel audiovisuel, photographique, cinématographique, de télécommunication et assimilés, électriciens cinéma.
B-7	HYGIENE ET SOINS CORPORELS	7.1	Coiffures et tresses travail d'esthétique	7.1.1	Coiffeurs, tresseuses et esthéticiens.
		7.2	Fabrication de savons, de produits d'entretien et produits chimiques et cosmétiques.	7.2.1	Fabricants de savons, parfums et produits chimiques, cosmétiques et assimilés.
		7.3	Produits de la pharmacopée	7.3.1	Préparateurs de pharmacopée traditionnelle

		7.4	Fabrication de prothèses et matériel orthopédique	7.4.1	Fabricants de prothèses et matériels orthopédiques.
		7.5	Nettoyage et entretien	7.5.1	Blanchisseurs, spécialistes en pressing, lavandiers, laveurs de voitures, spécialistes en nettoyage courant de locaux et autres services de nettoyage.
				7.5.2	Spécialistes en traitement et élimination des déchets.
B-8	ARTISANAT D'ART ET DECORATION	8.1	Fabrication d'articles en joaillerie, bijouterie et articles similaires.	8.1.1	Bijoutiers, orfèvres et joailliers, bronziers, ferronniers d'art, armuriers, perliers.
		8.2	Fabrication d'art traditionnel et métiers de la création de pièces uniques ou de petites séries à tendance contemporaine.	8.2.1	Sculpteurs et décorateurs sur tous matériaux, fabricants de jeux et jouets, peintres sur tout support, fabricants d'instruments de musique, spécialistes en taille, façonnage et finition d'objets d'art.
		8.3	Restauration du patrimoine	8.3.1	Potiers, céramistes, verriers et autres fabricants d'objets d'art.
		8.4	Décoration	8.4.1	Fabricants en art graphique, floral, fabricants d'objets de décoration d'intérieur, jardiniers, créateurs d'espaces verts, paysagistes, aménagistes.
→	→				

Fait à Abidjan, le 28 décembre 2016.

Alassane OUATTARA.

2016 ACTES DES INSTITUTIONS

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

DECISION n°CI-2016-EL-251/24-12/CC/SG du 24 décembre 2016 relative à la requête de MM OBOULE Otché Ambrière, KOUASSI Kouassi Jérôme et LOH Appolin Kouadio.

AU NOM DU PEUPLE DE COTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°2000-514 du 1^{er} août 2000 portant Code électoral, telle que modifiée par les lois n°2012-1130 du 13 décembre 2012, n°2012-1193 du 27 décembre 2012, n°2015-216 du 2 avril 2015 et n°2016-840 du 18 octobre 2016 ;

Vu la loi organique n°2001-303 du 5 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu la loi n°2001-634 du 9 octobre 2001 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission électorale indépendante (CEI), telle que modifiée par la loi n°2004-462 du 14 décembre 2004, les décisions n°2005-06/PR du 15 juillet 2005, n°2005-11/PR du 29 août 2005, les lois n°2014-335 du 18 juin 2014 et n°2014-664 du 3 novembre 2014 ;

Vu le décret n°2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;

Vu la requête de MM OBOULE Otché Ambrière et KOUASSI Kouassi Jérôme en date du 19 décembre 2016, enregistrée au secrétariat général du Conseil constitutionnel le 21 décembre 2016, sous le numéro 081/2016/EL ;

Vu les pièces du dossier ;

Oùï le président-rapporteur ;

Considérant que, par requête conjointe en date du 19 décembre 2016, enregistrée au secrétariat général du Conseil constitutionnel le 21 décembre 2016 sous le numéro 081/2016/EL, MM OBOULE Otché Ambrière et KOUASSI Kouassi Jérôme, pour la liste «Allons au développement», et M. LOH Appolin Kouadio, pour la liste « Union pour le développement de Divo sous-préfecture », ont sollicité l'annulation de l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 18 décembre 2016 dans la circonscription électorale n°125 de CHIEPO, NEBO, DIDOKO, OGOUDOU, communes et sous-préfectures, dans la région du Lôh-Djiboua, où ils étaient candidats ;

Considérant qu'au soutien de leur action, ils exposent que le soir du scrutin, leurs représentants dans les bureaux de vote leur ont rapporté « des procès-verbaux sans stickers, des procès-verbaux avec stickers indûment remplis et des bureaux de vote fictifs » ;

Qu'ils exposent également avoir constaté que des agents de la CEI avaient rempli des procès-verbaux en l'absence des différents représentants des candidats, au siège de la proclamation des résultats, sis à la sous-préfecture de Divo ;

Considérant que, pour toutes ces raisons, disent-ils, ils réfutent les résultats proclamés et demandent l'annulation pure et simple du scrutin du 18 décembre 2016 dans leur circonscription électorale ;

Considérant que par courrier en date du 21 décembre 2016, la requête a été notifiée au candidat dont l'élection est contestée ;

Que cependant, il n'y a fait aucune observation dans le délai légal de 48 heures qui lui était imparti ;

Considérant, sur la recevabilité, que les requérants étaient effectivement candidats à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 18 décembre 2016 dans la circonscription électorale n°125, Chiépo, Nébo, Didoko, Ogoudou, Divo, communes et sous-préfectures ;

Qu'ils ont donc qualité pour agir, conformément à l'article 101 du Code électoral ;

Que par ailleurs, leur requête respecte les conditions de forme et de délai prévues par la loi et doit, en conséquence, être déclarée régulière et recevable ;

Considérant, sur le fond, qu'aux termes de l'article 99 alinéa premier du Code électoral, « le requérant doit annexer à sa requête les pièces produites au soutien de ses moyens » ;

Considérant que, dans le cas d'espèce, les requérants ne produisent aucune pièce justificative de leurs prétentions ;

Qu'au surplus, leurs représentants ont signé tous les procès-verbaux sans y mentionner aucune observation en rapport avec les griefs formulés dans la requête, attestant ainsi de ce que le scrutin s'était déroulé sans anomalie ;

Que dès lors la requête n'est pas fondée et encourt le rejet ;

Décide :

Article 1. — Déclare la requête régulière et recevable.

Art. 2. — Déclare ladite requête mal fondée et la rejette.

Art. 3. — Dit que la présente décision sera notifiée aux requérants, au député dont l'élection est contestée, à l'Assemblée nationale, ainsi qu'à la CEI et publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du 24 décembre 2016.

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs :

- Mamadou KONE, président ;
- Hyacinthe SARASSORO, conseiller ;
- François GUEI, conseiller ;
- Emmanuel TANO Kouadio, conseiller ;
- Loma CISSE épouse MATTO, conseiller ;
- Geneviève Affoué KOFFI épouse KOUAME, conseiller ;
- Emmanuel ASSI, conseiller,

assistés de M. COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim, secrétaire général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le président.

Le secrétaire général,
COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim.

Le président,
Mamadou KONE.

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME A LA MINUTE
Abidjan, le 24 janvier 2017.

Le secrétaire général,
COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim.

DECISION n°CI-2016-EL-253/24-12/CC/SG du 24 décembre 2016 relative à la requête de M. DESSI Hubert.

AU NOM DU PEUPLE DE COTE D'IVOIRE,
LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°2000-514 du 1^{er} août 2000 portant Code électoral, telle que modifiée par les lois n°2012-1130 du 13 décembre 2012, n°2012-1193 du 27 décembre 2012, n°2015-216 du 2 avril 2015 et n°2016-840 du 18 octobre 2016 ;

Vu la loi organique n°2001-303 du 5 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu la loi n°2001-634 du 9 octobre 2001 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission électorale indépendante (CEI), telle que modifiée par la loi n°2004-462 du 14 décembre 2004, les décisions n°2005-06/PR du 15 juillet 2005, n°2005-11/PR du 29 août 2005, les lois n°2014-335 du 18 juin 2014 et n°2014-664 du 3 novembre 2014 ;

Vu le décret n°2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;

Vu la requête de M. DESSI Hubert en date du 19 décembre 2016, enregistrée au secrétariat général du Conseil constitutionnel le 21 décembre 2016, sous le numéro 083/2016/EL ;

Vu les pièces du dossier ;

Oui le président-rapporteur ;

Considérant que par requête en date du 19 décembre 2016, enregistrée au secrétariat général du Conseil constitutionnel le 21 décembre 2016 sous le numéro 083/2016/EL, M. DESSI Hubert a saisi la juridiction constitutionnelle d'une demande tendant à l'annulation de l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 18 décembre 2016 dans la circonscription électorale n°004 d'Ananguié, Céchi et Rubino, communes et sous-préfectures, où il était candidat ;

Considérant qu'au soutien de son action, il dénonce un certain nombre de cas où son adversaire, Mme KOUASSI Marie Virginie, avait poursuivi sa campagne après la date officielle de fin de campagne, sous forme de distribution de numéraires ou de repas à des électeurs potentiels ;

Qu'il fait également savoir que le jour du scrutin, M. ABLOKOUA Amicha, directeur de campagne de son adversaire, avait été trouvé porteur d'une vingtaine de cartes d'électeurs qu'il avait été contraint par la gendarmerie d'aller déposer au siège de la CEI locale ;

Qu'il révèle aussi qu'un électeur, non inscrit sur la liste électorale à Rubino, avait été autorisé à tort à voter dans l'un des bureaux de cette circonscription électorale ;

Qu'il reproche enfin à la CEI locale d'avoir empêché de voter certains de ses électeurs pourtant munis de cartes nationales d'identité, et d'avoir poussé d'autres à renoncer au vote en démarrant tardivement le scrutin, en raison d'une erreur de convoyage des bulletins de vote ;

Considérant que pour sa part, Mme KOUASSI Marie Virginie, mise en cause, bien qu'ayant reçu notification de la requête par lettre du Conseil constitutionnel en date du 21 décembre 2016, n'a présenté aucun moyen de défense ;

Considérant, sur la recevabilité de la requête, que M. DESSI Hubert était effectivement candidat à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 18 décembre 2016 dans la circonscription électorale n°004, Ananguié, Céchi et Rubino, communes et sous-préfectures ;

Qu'il a donc la qualité pour agir, en application de l'article 101 du Code électoral ;

Que, par ailleurs, la requête respecte les conditions de forme et de délai fixées par la loi et doit, en conséquence, être déclarée régulière et recevable ;

Considérant sur le fond, notamment sur les griefs tirés de ce que son adversaire avait poursuivi la campagne électorale après la date officielle de clôture de celle-ci, que le requérant ne rapporte pas la preuve de ses allégations ;

Considérant, sur le moyen de la demanderesse tenant à ce que le directeur de campagne de son adversaire a été trouvé porteur d'une vingtaine de cartes d'électeurs, qu'en reconnaissant que ce dernier avait été contraint par la gendarmerie de les déposer au siège de la CEI locale, et n'en a donc pas fait l'usage frauduleux auquel il pense qu'il les destinait, et en ne rapportant pas la preuve qu'avant ou après son interpellation il s'était livré à d'autres manœuvres de ce genre, le requérant ne rapporte pas la preuve de l'existence d'irrégularités graves de nature à entacher la sincérité du scrutin ou à en affecter le résultat d'ensemble ;

Qu'au surplus, les cartes d'électeurs portant la photo de leurs titulaires ne peuvent être utilisées par des tierces personnes sans susciter de réaction des membres des bureaux de vote et des représentants des candidats ;

Qu'il s'ensuit que cet autre moyen ne prospère pas ;

Considérant, sur le moyen tiré de ce qu'un électeur non inscrit sur la liste électorale ait pu prendre part au vote, qu'il y a lieu de faire observer qu'une telle situation ne peut, a priori, être considérée comme un cas de fraude dans la mesure où le concerné peut être retrouvé sur le listing électronique contenu dans la tablette numérique disponible dans tous les bureaux de vote ;

Considérant sur le moyen tiré de ce que, las d'attendre les bulletins de vote dans le bureau de vote n°1 de l'EPP 1 d'Ananguié, ses électeurs se sont retirés des lieux et ont refusé d'y revenir lorsque le dysfonctionnement à l'origine du retard a été corrigé, que le requérant ne peut pas s'en prévaloir car, le vote se déroulant toute la journée, seule l'impatience de ses partisans l'a privé de leurs voix, alors surtout que le dysfonctionnement à l'origine de leur mauvaise humeur n'avait pas été prémédité pour nuire à leur candidat ;

Qu'au surplus, il n'est pas établi que cet incident était grave au point d'entacher la sincérité du scrutin ou d'en altérer le résultat d'ensemble, et de justifier son annulation ;

Que cet ultime grief doit également être rejeté comme inopérant ;

Considérant au total que la requête de M. DESSI Hubert est mal fondée et doit être rejetée ;

Décide :

Article. 1. — Déclare la requête régulière et recevable.

Art. 2. — Déclare ladite requête mal fondée et la rejette.

Art. 3. — Dit que la présente décision sera notifiée au requérant, au député dont l'élection est contestée, à l'Assemblée nationale, ainsi qu'à la CEI et publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du 24 décembre 2016.

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs :

- Mamadou KONE, président ;
 - Hyacinthe SARASSORO, conseiller ;
 - François GUEI, conseiller ;
 - Emmanuel TANO Kouadio, conseiller ;
 - Loma Cisse épouse MATTO, conseiller ;
 - Geneviève Affoué KOFFI épouse KOUAME, conseiller ;
 - Emmanuel ASSI, conseiller,
- assistés de M. COULIBALY-KUIBIERT Ibrahime, secrétaire général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le président.

Le secrétaire général,
COULIBALY-KUIBIERT Ibrahime.

Le président,
Mamadou KONE.

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME A LA MINUTE

Abidjan, le 24 janvier 2017.

Le secrétaire général,
COULIBALY-KUIBIERT Ibrahime.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

L'administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

CERTIFICAT FONCIER INDIVIDUEL

N° 07-2017-000-020

Le présent certificat foncier est délivré au vu des résultats de l'enquête officielle n° 005 du 26 janvier 2015 validée par le comité de gestion foncière rurale de Yamoussoukro le 22 novembre 2016, sur la parcelle n° 005, d'une superficie de 09ha 37a 66ca à Zambakro.

Nom : MAHAMADOU.

Prénom : Soumaoro.

Date et lieu de naissance : 28 décembre 1969 à Zatta.

Nom et prénom du père : Drissa SOUMAORO.

Nom et prénom de la mère : Achiatta TRAORE.

Nationalité : ivoirienne.

Profession : fonctionnaire.

Pièce d'identité : C00106445617 du 4 mai 2015.

Etablie par : ONI.

Résidence habituelle : Yamoussoukro.

Adresse postale : B.P. 695 Yamoussoukro.

Etabli, le 27 mars 2017 à Yamoussoukro.

Brou KOUAME,
préfet hors grade.

CERTIFICAT FONCIER INDIVIDUEL N° 57-2016-000 008

Le présent certificat foncier est délivré au vu des résultats de l'enquête officielle n° 549 du 31 mars 2016 validée par le comité de gestion foncière rurale de la sous-préfecture de Maféré le 26 octobre 2016, sur la parcelle n° 01, d'une superficie de 05ha 92a 39ca à Maféré sous-préfecture de Maféré.

Nom : ELOUAFILIN.

Prénom : N'Diamoi.

Date et lieu de naissance : 3 avril 1934 à Maféré/Aboisso.

Nom et prénom du père : N'DIAMOI Elouafilin.

Nom et prénom de la mère : ATTE Adjoba.

Nationalité : ivoirienne.

Profession : agriculteur salarié.

Pièce d'identité : C00432535 00 du 13 août 2009.

Etablie par : ONI Maféré.

Résidence habituelle : Maféré Château.

Adresse postale : B.P. 103 Aboisso.

Etabli, le 2 novembre 2016 à Aboisso.

Le préfet
TRAZIE Géraldo Lucie,
administrateur civil,
CP GII

CERTIFICAT FONCIER INDIVIDUEL N° 34-2016-000022

Le présent certificat foncier est délivré au vu des résultats de l'enquête officielle n° 01 du 13 juin 2016 validée par le comité de gestion foncière rurale d'Assié-Koumassi le 17 novembre 2016, sur la parcelle n° 1, d'une superficie de 45ha 63a 10ca à Assié-Kokoré.

Nom : KONE.

Prénom : Ismaël.

Date et lieu de naissance : 9 mars 1971 à Bouaké.

Nom et prénom du père : KONE Robert.

Nom et prénom de la mère : Zerbo Jeanne.

Nationalité : ivoirienne.

Profession : comptable.

Pièce d'identité : C0027577093 du 21 juin 2009.

Etablie par : ONI.

Résidence habituelle : Abidjan.

Adresse postale : 01 B.P. 3703 Abidjan 01.

Etabli, le 22 novembre 2016 à Bongouanou.

LEBOUATH Cayskand
Jacques Fernand,
préfet grade I,

**CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE
ET DES HYPOTHEQUES**

BUREAU DE GRAND-BASSAM

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

au livre foncier de la circonscription de Bassam

Suivant réquisition n° 576 déposée le 14 mars 2017, Mme ROUDE Z. Huguette, conservateur de la propriété Foncière et des Hypothèques de Grand-Bassam, représentant M. Tidiane Kaba DIAKITE, directeur des Domaines, demeurant à Abidjan B.P. V 97, ayant capacité suffisante aux fins des présentes comme représentant de l'Etat de Côte d'Ivoire, en application du décret n°59-239 du 1^{er} décembre 1959, et autorisé suivant accord donné par lettre n°1314/MCU/CAB/2 du 2 avril 1977 de Monsieur le Ministre de la Construction et de l'Urbanisme, a demandé l'immatriculation au livre foncier de la circonscription foncière de Bassam, d'un immeuble consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 1188ha 14a 49ca situé à Bonoua S/P Bassam, et borné au nord par TNI et la lagune Hébé, au sud par TNI, à l'est par TNI et à l'ouest par TNI.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir qu'il est occupé par l'Etat de Côte d'Ivoire.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis qui aura lieu incessamment en l'auditoire de la section du tribunal de Grand-Bassam.

Grand-Bassam, le 23 mars 2017.

*Le conservateur de la Propriété foncière
et des Hypothèques de Grand-Bassam,
Mme ROUDE Z. Huguette.*

ARRETE n° 335/MEMIS/DGAT/DAG/SDVA portant autorisation et fonctionnement de l'association étrangère dénommée: «ASSOCIATION IHSANE POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'EDUCATION (AIDE)».

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE,
Vu la Constitution ;

Vu la loi n°60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations ;

Vu le décret n°2011-388 du 16 novembre 2011 portant organisation du ministère d'Etat, ministère de l'Intérieur ;

Vu le décret n°2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n°2013-505 du 25 juillet 2013 et les décrets n°2013-784, n°785 et n°786 du 19 novembre 2013 ;

Vu le décret n°2013 - 506 du 25 juillet 2013 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2013-802 du 21 novembre 2013 ;

Vu les conclusions de l'enquête de moralité, objet du rapport n°1503/MEMIS/DRG en date du 1^{er} août 2014 du directeur des Renseignements généraux ;

Vu le dossier présenté par l'association étrangère dénommée : «ASSOCIATION IHSANE POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'EDUCATION (AIDE)» en date du 11 août 2014,

ARRETE :

Article 1. — Sont autorisés la constitution et le fonctionnement de l'association étrangère dénommée: «ASSOCIATION IHSANE POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'EDUCATION (AIDE)», dont le siège est situé à Abidjan-Cocody, Les Deux Plateaux Vallon, face à l'ambassade du Bénin, lot 1583, 26 B.P 250 Abidjan 26 ;

Art. 2. — Le bureau exécutif de l'association étrangère dénommée : «ASSOCIATION IHSANE POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'EDUCATION (AIDE)» se compose comme suit :

- président, M. TARGAL MEHMET ;
- vice-président, M. SARBA SIDY MOHAMED HABIB ;
- secrétaire général, M. BANDE KARAMOKO ABDOULAYE.
- trésorier général, M. TRAORE MOUSSA.

Art. 3. — L'association étrangère dénommée: «ASSOCIATION IHSANE POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'EDUCATION (AIDE)», a pour objet de :

- contribuer à l'éradication de la pauvreté à travers le financement de microprojets en faveur des personnes démunies ;
- faire des dons en vivres et en vêtements aux nécessiteux ;
- contribuer à l'organisation d'activités socioculturelles pour permettre l'épanouissement de personnes issues des couches sociales défavorisées ;
- aider à la création de forages pour faciliter l'accès à l'eau potable aux populations vivant dans les zones défavorisées ;
- contribuer à la construction, à l'équipement et à la réhabilitation de centres de formation, d'alphabétisation et d'éducation ;
- contribuer à la prise en charge des étudiants démunis à travers l'octroi de bourses d'études et améliorer leurs conditions d'hébergement ;
- mettre en place une plateforme de partenariat avec tout organisme ou association intervenant dans le domaine de la santé, de l'éducation ou du social en Côte d'Ivoire ou à l'étranger.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 10 septembre 2015.

HAMED BAKAYOKO.

RECEPISSE DE DECLARATION

D'ASSOCIATION N° 296/MEMIS/DGAT/DAG/SDVA

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, conformément à la loi n°60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations, donne récépissé de déclaration à l'association définie comme suit :

**«FEDERATION NATIONALE DES ARTISANS
FERRAILLEURS DES METAUX FERREUX, NON FERREUX
ET GARAGISTES DE COTE D'IVOIRE (FENAFER-CI)»**

L'association dénommée : «**Fédération nationale des Artisans ferrailleurs des métaux ferreux, non ferreux et Garagistes de Côte d'Ivoire (FENAFER-CI)**» a pour objet de :

- contribuer à l'organisation et à la promotion du secteur de la ferraille en Côte d'Ivoire ;
- faire de ce secteur un maillon essentiel de l'économie ivoirienne ;
- contribuer à la modernisation de ce secteur et au renforcement des capacités des opérateurs en matière de gestion et déontologie du métier ;
- faire appliquer les mesures d'hygiène, de sécurité et d'assainissement dans le secteur de la ferraille ;
- contribuer à la formation et à l'insertion des jeunes dans le domaine de la ferraille ;
- établir des partenariats avec des groupements de ferrailleurs dans les autres pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique.

Siège : Abidjan-Yopougon, non loin du premier pont, face à la station Total, immeuble EDIMEX, appartement n°2-A.

Adresse : 21 B.P. 2530 Abidjan 21.

Président : M. Mamadou KONE.

Abidjan, le 10 août 2015.

*P/le ministre d'Etat et P.D;
le directeur de Cabinet adjoint
chargé de l'Administration du Territoire,
Vincent TOHBI Irié.*

RECEPISSE DE DECLARATION**D'ASSOCIATION N°003/P.ABO/SG/DAG**

Le préfet du département d'Aboisso, conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations et aux instructions contenues dans la circulaire n° 150/INT/AT/AG, en date du 1^{er} juillet 1999 de Monsieur le Ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, relative à la déclaration des associations de type villageois ou cantonal, donne récépissé de déclaration à l'association définie comme suit :

«Association des Frères unis d'Ayamé (AFUA)»

L'Association des Frères unis d'Ayamé (AFUA) a pour objet :

- l'amélioration des conditions de vie des membres ;
- la vente de diverses marchandises ;
- le développement de la piste - 4 ;
- la culture, la collecte, le transport et la commercialisation des produits agricoles et halieutiques de ses membres, restaurant, élevage.

Siège : Ayamé (Département d'Aboisso).

Adresse : cel : 08 33 39 37/ 47 28 21 45 / 09 47 99 64.

Président : M. SIA Koudougou.
Aboisso, le 1^{er} février 2017.

P/le préfet & P.I;

TRAZIE Géraldo Lucie,
administrateur civil, grade II.

CERTIFICAT FONCIER COLLECTIF**N° 57-2016-000-011**

Le présent certificat foncier est délivré à l'entité ou au groupement désigné ci-dessous au vu des résultats de l'enquête officielle n° 546 du 17 mars 2016 validée par le comité de gestion foncière rurale de la sous-préfecture de Maféré le 26 octobre 2016, sur la parcelle n° 007 d'une superficie de 06ha 44a 98ca.

Nom de l'entité ou du groupement : famille KAKOU ANGBOZAN VINCENT.

GESTIONNAIRE

Nom : ANGBOZAN.

Prénom : Minlin.

Date et lieu de naissance : 12 janvier 1965 à Songon-Agban.

Nom et prénom du père : Kakou ANGBOZAN.

Nom et prénom de la mère : Amon N'GUETTA.

Nationalité : ivoirienne.

Profession : transitaire.

Pièce d'identité : C0027 8897 25 du 22 juin 2009.

Etablie par : ONI-Abidjan.

Résidence habituelle : Yopougon Cité BATIM I.

Adresse postale : CP 01 B.P. 724 Abidjan 01.

Agissant pour le compte de : la famille KAKOU ANGBOZAN VINCENT.

Liste des membres du groupement ou de l'entité

— *Nom et prénom* : ANGBOZAN Minlin.

Date et lieu de naissance : 12 janvier 1965 à Songon-Agban.

Pièce d'identité n° : C0027 8897 25.

— *Nom et prénom* : KASSI Kodjo.

Date et lieu de naissance : 25 octobre 1957 à Eboué.

Pièce d'identité n° : C0033296308.

— *Nom et prénoms* : KAKOU Fian Georges.

Date et lieu de naissance : 8 octobre 1987 à Mouyassué.

Pièce d'identité n° : C0041 6914 23.

— *Nom et prénoms* : ANGBOZAN Kossia Emilienne.

Date et lieu de naissance : 27 novembre 1961 à Mouyassué.

Pièce d'identité n° : C0037 9698 04.

— *Nom et prénoms* : ANGBOZAN N'Gouan Frédéric.

Date et lieu de naissance : 22 octobre 1969 à Mouyassué.

Pièce d'identité n° : C0027 5940 67.

Nom et prénoms : ANGBOZAN Tébra Françoise.

Date et lieu de naissance : 26 novembre 1991 à Mouyassué.

Pièce d'identité n° : C0043 0995 93.

— *Nom et prénoms* : ANGBOZAN Adou Louis.

Date et lieu de naissance : 1^{er} avril 1975 à Mouyassué.

— *Nom et prénoms* : ANGBOZAN Wakou Emma.

Date et lieu de naissance : 25 décembre 1989 à Mouyassué.

Pièce d'identité n° : C0097039831.

— *Nom et prénoms* : KAKOU Nah Diane.

Date et lieu de naissance : 3 mai 1986 à Mouyassué.

Pièce d'identité n° : C00429467 42.

— *Nom et prénoms* : KAKOU Bah Cécile.

Date et lieu de naissance : 4 juillet 1966 à Aboisso.

— *Nom et prénoms* : ANGBOZAN N'Gouan Vincent.

Date et lieu de naissance : 4 mars 1993 à Aboisso.

— *Nom et prénoms* : ANGBOZAN Ebah Gaston.

Date et lieu de naissance : 24 décembre 1993 à Maféré.

— *Nom et prénoms* : ANGBOZAN N'Gbalamou Lamb..

Date et lieu de naissance : 31 décembre 1988 à Ayébo/Aboisso.

Pièce d'identité n° : ONI 0000-1609-29758847K.

— *Nom et prénoms* : ANGBOZAN N'Guetta Marie.

Date et lieu de naissance : 22 avril 1997 à Aboisso.

— *Nom et prénoms* : ANGBOZAN Koutoua F. Herm.

Date et lieu de naissance : 26 juillet 1986 à Mouyassué.

Pièce d'identité n° : C0040 7007 13.

Etabli, le 23 novembre 2016 à Aboisso.

P/le préfet & P.I;

TRAZIE Géraldo Lucie,
administrateur civil, grade II.

CERTIFICAT DE DECLARATION DE PERTE**N° 412/PU-31 DU 20/03/2017**

Nous soussigné, N'DEHOU Aby Rosine, commissaire de police du 31^{ème} arrondissement de la ville d'Abidjan, certifiées que Mme AMIAN Tatiana Rachel épouse ATTEBE, sest présentée ce jour à notre bureau et nous a déclaré avoir perdu un titre foncier n° 241 de la circonscription foncière de Bouaké qui lui avait été délivré à Bouaké, dont la date est ignorée, d'un terrain urbain d'une superficie de 4 ha 07 a 666 ca, de mme SANCHEZ Marie CORDOZA, décédée.

En foi de quoi, nous lui avons délivré le présent certificat pour servir et valoir ce que de droit.

Abidjan, le 20 mars 2017.

Commissaire,

AMIAN Tatiana Rachel épouse ATTEBE.

1.1.